

**Perspectives économiques mondiales d'Euler Hermes :
Les 10 nouvelles règles du jeu en 2014**

Euler Hermes anticipe une croissance du PIB mondial de +3,1 % en 2014, et +3,3 % en 2015, avec une amélioration des perspectives économiques au sein des économies développées (+2,2 % en 2014 et +2,3 % en 2015) et une croissance plus modérée au sein des économies émergentes (+4,6 % en 2014 et +4,8 % en 2015).

PARIS – 04 FEVRIER 2014 – Dans son dernier scénario macro-économique, [Euler Hermes](#), leader mondial de l'assurance-crédit identifie 10 nouvelles règles du jeu qui conditionneront la conjoncture en 2014. Les économies développées d'Amérique du Nord, de la zone euro et du Japon devraient contribuer davantage à la croissance mondiale alors que l'impact d'une politique monétaire moins accommodante aux Etats-Unis, le ralentissement de la Chine et un calendrier politique relativement chargé pourraient faire naître des incertitudes au sein des économies émergentes.

« Alors que la récession mondiale de 2008-2009 s'éloigne davantage dans notre rétroviseur, les banques centrales à travers le monde ont commencé à revoir leurs politiques monétaires pour s'ajuster à ce nouvel environnement de croissance », indique Ludovic Subran, Chef économiste chez Euler Hermes. « Les perspectives pour 2014 sont globalement positives et plusieurs économies passeront à la vitesse supérieure. Toutefois, de nombreux risques perdurent et menacent encore la reprise mondiale, notamment la désinflation en zone euro et les risques sur les changes dans les émergents qui continueront d'inquiéter les entreprises. »

Règle du jeu n°1 : *la transformation du modèle économique chinois sera sous contrôle*

La région Asie-Pacifique aborde un nouveau « cycle des 3S » (« *Solid, Sustainable, but Slower* »), à savoir croissance solide, durable, mais plus modérée. Alors que cette zone restera le levier économique du monde et la Chine son principal moteur de croissance, l'Asie progressera à un rythme plus lent (+4,7 % par an) par rapport à la décennie précédente (+5 %). Cette croissance sera cependant plus durable, la vigueur des échanges commerciaux intra-régionaux faisant office d'amortisseur.

Règle du jeu n°2 : *les États-Unis poursuivront la phase de ré-industrialisation, avec ou sans politique monétaire accommodante*

Aux États-Unis, les incertitudes budgétaires se sont assouplies grâce à l'engagement continu de la Réserve Fédérale en faveur d'une politique monétaire très accommodante. Le marché de l'emploi s'est amélioré, de même que le contexte politique. La poursuite de la révolution énergétique, misant sur le gaz de schiste et le pétrole brut tirera certainement les prix à la baisse. Par suite de la conjugaison de ces dynamiques, les industries manufacturières, l'automobile et le logement doperont l'économie qui atteindrait un taux de croissance de +3 % en 2014 et +3,2 % en 2015, contre +1,8 % en 2013.

Règle du jeu n°3 : *la zone euro continuera de panser ses plaies... mais la cicatrisation est déjà amorcée*

La croissance du PIB de la zone euro devrait enfin être positive en 2014, à +0,9 %. La reprise sera plus marquée en 2015, à +1,3%, à condition que les pays poursuivent le cycle de réformes structurelles qui distinguera les bons des mauvais élèves. La réactivité des autorités politiques et monétaires, la mise en place de mécanismes de soutien au financement et la lutte contre les pressions déflationnistes seront également clés pour la soutenabilité de la reprise économique. Dans ce sens, un soutien sélectif et conditionnel à la liquidité par la BCE pourrait stimuler les prêts bancaires au profit de l'économie réelle.



Règle du jeu n°4 : les mousquetaires monétaires et le d'Artagnan japonais

Le soutien persistant des banques centrales aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon sera nécessaire pour permettre à la reprise de continuer à aller de l'avant. Aux États-Unis, le ralentissement des achats d'actifs par la Fed et une *forward guidance* améliorée ne devraient pas menacer la reprise. De même, dans la zone euro, une *forward guidance* plus explicite et des injections de liquidités ciblées stimuleront la croissance. Au Japon, le programme « *Abenomics* », à savoir une poursuite de la politique d'assouplissement monétaire, ne donnera d'effets pérennes sur la croissance qu'en cas de mise en place de réformes structurelles.

Règle du jeu n°5 : Quand la désinflation menace les économies avancées

Excepté le Japon, l'inflation dans les pays avancés a significativement ralenti depuis début 2012 en raison de la faiblesse de la demande et de l'offre dans un contexte associant taux de chômage élevés, décélération des salaires, croissance atone (ou négative) du crédit, surcapacités dans l'industrie et baisse des prix des matières premières. Le rythme de croissance plus modéré en Chine et la politique monétaire moins accommodante de la Fed, renforcent les risques de baisse des prix des matières premières. Ces pressions baissières pourraient d'un côté compromettre la rentabilité des entreprises, et de l'autre côté la soutenabilité des dettes publiques, en raison de la hausse des taux d'intérêt réels.

Règle du jeu n°6 : pays périphériques : esquiver la crise de liquidité, miser sur la reprises des pays cœurs

En 2014, les pays d'Amérique latine et les pays émergents d'Europe bénéficieront d'une reprise aux États-Unis et dans la zone euro respectivement à travers une demande à l'exportation en hausse. Toutefois, le risque de financement extérieur restera une source d'inquiétude majeure en Turquie, en Ukraine, en Argentine et au Venezuela.

Règle du jeu n°7 : marchés émergents : la fragilité est une question de politique économique

La politique est tout autant une source d'inquiétude dans les pays émergents que la liquidité, certains de ces pays n'ayant pas la capacité d'absorber des chocs externes. Les outils politiques tels qu'une intervention sur le marché de change ou des ajustements de taux d'intérêt, des politiques budgétaires ciblées seront la clé pour survivre aux tensions et éviter une crise. Ce type de réponse préventive a été une évidence au Brésil, en Indonésie et en Thaïlande l'an passé.

Règle du jeu n°8 : Gérer les anciens et les nouveaux risques politiques

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord resteront les régions en proie aux plus importants changements politiques et sociaux, avec de fragiles transitions politiques en cours en Égypte, Libye et Tunisie. La guerre civile en Syrie aura des effets de contagion sur ses voisins libanais et irakien. Parmi les autres sources d'inquiétudes figurent l'Asie centrale, la Corée du Nord, le Bangladesh et le Venezuela. Alors que nombre de ces risques étaient précédemment connus, l'imminence des élections au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie suscitent des incertitudes supplémentaires compte tenu de la nature inconstante de l'électorat.

Règle du jeu n°9 : La montée des blocs : nouvelle forme de protectionnisme ?

L'union fait la force. L'adage gagne en popularité et les alliances commerciales se développent, prenant des formes diverses. L'approfondissement de blocs régionaux tels que l'Alliance du Pacifique en Amérique latine ou de la communauté économique de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en Asie, ou de blocs intercontinentaux (Alliance transatlantique) seront des facteurs de changements, favorisant l'éclosion de grands pôles économiques régionaux. Parallèlement, selon un rapport de la banque mondiale en 2013, la suppression des barrières des chaînes d'approvisionnements aurait un effet d'accélérateur commercial, portant des effets six fois plus efficaces que l'élimination des tarifs douaniers.



Règle du jeu n°10 : rééquilibrage mondial : il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs

Alors que les marchés émergents ont contribué pour une part plus importante à la croissance du PIB mondial sur la dernière décennie que les pays développés, un rééquilibrage est en cours. Les marchés émergents devraient représenter 55 % de la croissance mondiale en 2014, contre 45 % pour les économies développées. Ces chiffres traduisent un vaste mouvement de convergence par rapport à 2008, où ces contributions à la hausse du PIB mondial s'établissaient respectivement à 98 % et 2%. Le ralentissement économique de la Chine a joué un rôle considérable dans ce rééquilibrage et son maintien exigera de solides fondements au plan politique ainsi que des réformes structurelles appropriées (correction des déficits de balance courante, amélioration du climat des affaires).

« Il est clair que ces nouvelles règles du jeu auront un impact direct sur l'économie française. Alors que nous prévoyons une croissance à +0,6%, en timide hausse par rapport à 2013 (+0,2%), la France devra transformer l'essai à l'extérieur en 2014 », ajoute Nicolas Delzant, Président du Directoire d'Euler Hermes France. « Des opportunités existent : la demande mondiale adressée à la France augmenterait de 18 milliards d'euros en 2014 (+3,9% par rapport à 2013), dont 8 milliards d'euros pour la zone euro (+4%). »

Pour en savoir plus sur les perspectives d'Euler Hermes, demandez le rapport complet.

Contacts relations presse :

Euler Hermes France

Sophie Rémy +33 (0)1 84 11 54 31

Sophie.remy@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21

romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group Media Relations

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41

remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client. Sa mission est de prévenir le risque client en France comme à l'international, de recouvrer les créances impayées et d'indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,4 milliards d'euros en 2012.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2012, le groupe garantissait pour 770 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

Plus d'information sur www.eulerhermes.com ou sur Twitter [@eulerhermes](https://twitter.com/eulerhermes)

Cautionary note regarding forward-looking statements: The statements contained herein may include statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties that could cause actual results, performance or events to differ materially from those expressed or implied in such statements. In addition to statements which are forward-looking by reason of context, the words "may", "will", "should", "expects", "plans", "intends", "anticipates", "believes", "estimates", "predicts", "potential", or "continue" and similar expressions identify forward-looking statements. Actual results, performance or events may differ materially from those in such statements due to, without limitation, (i) general economic conditions, including in particular economic conditions in the Euler Hermes Group's core business and core markets, (ii) performance of financial markets, including emerging markets, and including market volatility, liquidity and credit events (iii) the frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes and including the development of loss expenses, (iv) persistency levels, (v) the extent of credit defaults, (vi) interest rate levels, (vii) currency exchange rates including the Euro/U.S. Dollar exchange rate, (viii) changing levels of competition, (ix) changes in laws and regulations, including monetary convergence and the European Monetary Union, (x) changes in the policies of central banks and/or foreign governments, (xi) the impact of acquisitions, including related integration issues, (xii) reorganization measures, and (xiii) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences. The company assumes no obligation to update any forward-looking statement.